

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

CE QUE NOUS VOULONS : LA SOLIDARITÉ !

Notre collègue Philippin écrit :

Avant de partir au Pérou, j'espérais y découvrir le progrès et l'unité au sein de la COP, surtout étant donné le rôle clé que joue Lima en prévision de Paris. Jusqu'à présent j'ai été déçu et pour couronner le tout, un autre typhon est en train de ravager mon pays natal. À l'heure où j'écris ces lignes, un million de personnes vivent dans des centres d'évacuation et prient pour que leurs maisons et sources de revenu ne soient pas aussi endommagées que l'année dernière. Même si l'on ne connaît pas encore l'étendue des dégâts, on sait qu'il nous faudra encore compter les corps.

Depuis des années, des typhons dévastateurs frappent les Philippines au moment de ces négociations. Et depuis des années, les négociateurs font part leur compassion et de leurs condoléances tout en prenant des mesures nous promettant des phénomènes climatiques toujours plus extrêmes.

Ces négociations climatiques possèdent également un autre aspect pervers : la présence

et l'impact systématiques des lobbies pro énergies fossiles. Alors que l'OMS interdit la présence des industriels du tabac lors de leurs meetings, la CCNUCC est toujours engorgée par les intérêts liés aux énergies fossiles. En tant que Philippin, cela me révolte et je me sens insulté. Nous payons le prix de leur influence permanente sur le processus de négociation.

Nous continuons à payer, mais nous refusons de servir d'emblème de la dévastation ne serait-ce qu'une année de plus. Nous sommes pas en train de nous noyer. Nous nous battons.

Nous n'avons que faire de leur compassion, nous voulons justice et solidarité. Nous devons agir maintenant. Nous devons de toute urgence nous diriger vers des accords climatiques ambitieux et justes. N'attendons pas qu'il soit trop tard.

La société civile invite tous les participants de la COP à se rassembler à 09h30 devant la zone C pour une minute de silence en solidarité aux victimes du changement climatique.

Atteindre l'objectif mondial d'adaptation

L'idée d'un objectif mondial d'adaptation suscite beaucoup de curiosité. Puisqu'ECO incarne, comme vous le savez, la clarté, voici notre petit guide de cette résolution phare. L'objectif mondial d'adaptation vise à accroître la résilience des populations et des écosystèmes aux impacts des changements climatiques. Les mesures visant à atteindre cet objectif doivent également protéger les droits humains et combattre l'inégalité, qui sont essentiels. La voie choisie pour atteindre cet objectif doit être dynamique, prendre en compte la hausse des températures et ses impacts. Grâce à une adaptation et une réduction des risques de catastrophe plus étendues, l'objectif devrait contribuer à minimiser les impacts résiduels et les pertes

et dommages.

Voici les principaux objectifs de l'objectif mondial d'adaptation :

1. Ressources financières et techniques suffisantes

L'adaptation est applicable à tous les pays et tous doivent développer des stratégies pour faire face à l'augmentation des risques. Toutefois, ce sont les pays en développement, et plus particulièrement les plus vulnérables, qui ont besoin d'un soutien financier et technologique. Les pays développés doivent donc fournir un soutien durable et adapté pour venir compléter le développement constant et les efforts d'adaptation des pays en développement. Les ressources disponibles

Dialogue de haut niveau sur la finance: pitié, plus de palabres

Au début de la seconde semaine de la COP20, ECO souhaite chaleureusement la bienvenue aux ministres et leur rappelle que l'essentiel pour réussir à Lima est de montrer des progrès sur la finance climatique. Et quelle meilleure opportunité que de faire ça lors de la séance interministérielle mardi ? Le Secrétariat considère la Séance comme une opportunité unique pour les Ministres de souligner que les financements publics abondent et de confirmer leur intention de les augmenter.

Néanmoins, dans l'attente, un certain malaise plane. Les ambitions sont en baisse et l'importance de définir des projections pour atteindre 100 milliards de \$ en 2020 semble oubliée. Alors, ici et maintenant, parlons solutions.

Astuce 1 : Créer une feuille de route pour 2020

Une feuille de route financière à 2020 est l'évidence même pour atteindre l'objectif de 100Md\$. Cette première étape doit montrer que les financements publics vont non seulement se maintenir, mais augmenter.

Astuce 2 : Simplicité et prévisibilité

Vous l'avez déjà entendu, mais disons-le une fois de plus : les flux financiers doivent être prévisibles pour encourager une action ambitieuse pour le climat. Sans oublier que les pays doivent dire clairement ce qui relève des financements publics ou non.

Astuce 3 : Soyez précis

Les sources de financement ainsi que les canaux et les instruments à déployer doivent être exprimés clairement pour renforcer la confiance.

doivent être proportionnées aux impacts des changements climatiques.

2. Renforcement des institutions

L'objectif mondial ne peut pas être atteint sans une institution solide qui fait le lien entre les efforts locaux, nationaux et mondiaux. Tous les pays devraient créer ou renforcer des institutions permettant des cadres d'action, y compris la mise en place de Plans Nationaux d'Adaptation, qui contribuent à accroître la résilience. Les institutions régionales et internationales ont un rôle important à jouer en termes de renforcement des capacités, de mise en œuvre de politique et de questions transfrontalières. ECO préconise également une cohérence internationale de la Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

3. Évaluation et responsabilité

Un ensemble d'étapes clairement définies devrait se développer à tous les niveaux grâce à une planification et un engagement participatifs des acteurs concernés. Elles devraient s'appuyer sur le niveau de développement, la capacité institutionnelle et les ressources des pays. La capacité des institutions régionales et internationales doit également faire l'objet d'une évaluation avant de définir des objectifs et des indicateurs. Les pays développés doivent donc s'engager à fournir un soutien financier et technique et demeurer responsables de ces engagements. Les pays en développement quant à eux doivent utiliser les ressources de façon efficace, transparente, responsable et qui contribue à répondre aux besoins des populations, en particulier des plus vulnérables. Une évaluation devrait être menée périodiquement afin d'évaluer les progrès de concert avec la trajectoire d'atténuation et combler les lacunes pour atteindre l'objectif d'adaptation.

Mais quel horrible rêve.

La délégation saoudienne semble rêver d'un monde fait d'hommes, seulement d'hommes... et d'un nuage de pollution.

Le Fossile du jour de samedi est revenu à l'Arabie Saoudite pour son positionnement

Fossile du jour



fort contre la reconnaissance de l'égalité homme-femme dans les processus de mise en œuvre des négociations.

L'Union européenne s'est également déshonorée en soutenant la mesure visant à supprimer le langage égalitaire. Mais où allons-nous !

Les droits humains dans les MDP (Mécanismes de Développement Propre)

Au mois de juin de cette année, le barrage hydroélectrique de Santa Rita a été approuvé dans le cadre d'un Mécanisme de Développement Propre malgré de graves préoccupations quant au respect des droits de l'homme.

Les communautés de la région de l'Alta Verapaz signalent que l'ensemble des individus consultés sur le projet était en fait des employés du projet. Les demandes de consultations émanant de ceux qui étaient touchés par le projet ont été ignorées par la société. Pire, ce conflit a donné lieu à la violence, et à la mort de deux enfants. En août, la compagnie a répondu par une opération de répression avec plus de 1 500 agents de police, forçant les familles autochtones à se réfugier dans les montagnes.

Une plainte déposée par les communautés locales devrait mener à une enquête en janvier 2015. Les banques de financement sont aussi concernées et étudieront la situation en janvier 2015. Mais les MDP, destinés à promouvoir un développement propre, ne se sent pas concerné.

Pour remédier à cette absence de garanties, le

groupe AOSIS, soutenu par l'Ouganda, a proposé d'établir un mécanisme pour répondre aux préoccupations soulevées par ceux qui subissent les projets mis en œuvre. Ce mécanisme est indispensable pour commencer à appliquer la décision de Cancun selon laquelle les parties devraient respecter pleinement les droits de l'Homme dans toutes les actions liées au climat. Mais honteusement, la Chine, l'Inde, l'Égypte, le Japon, le Brésil et le Togo veulent supprimer cette proposition.

ECO est consterné : le projet de Santa Rita montre que l'action climatique peut entraîner des violations des droits de l'Homme, faute de normes suffisantes en place. Il montre également que toutes les obligations internationales importent face aux changements climatiques, y compris l'obligation de respecter, protéger, promouvoir et garantir les droits humains.

Chers délégués, liés par les traités internationaux signés par vos pays respectifs, profitez de l'opportunité donnée à Lima pour établir un mécanisme de règlement des MDP.

Pourquoi s'intéresser aux énergies renouvelables à Lima ?

Auteur : Sud Développement Durable

L'Afrique dispose d'un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables qui peuvent devenir un principal moteur d'une croissance durable. Mais ce développement des énergies renouvelables reposerait sur des solutions favorables aux économies d'échelle et offrirait des avantages considérables en termes de développement équitable, de création de valeur à l'échelle locale, de sécurité énergétique et de viabilité environnementale.

Cette transformation sans précédent ne sera possible que si les décideurs déploient des efforts concertés pour mettre en place des mécanismes permettant de stimuler des investissements et de faciliter le développement du secteur au moyen de politiques pertinentes et de collaboration au niveau régional.

Promouvoir l'accès aux services énergétiques en Afrique devient une urgence...

Les chiffres relatifs au déficit énergétique en Afrique sont assez parlants :

- 31 % seulement des Africains ont accès à l'énergie ;
- la consommation du continent, hors Afrique du Sud, représente environ 1 % de celle des pays industrialisés (soit de quoi alimenter une ampoule par habitant trois heures par jour) ;
- l'Afrique devrait installer 7 000 MW de nouvelles capacités de production par an mais le taux actuel tourne plutôt autour de 1 000 MW ;
- au rythme actuel d'électrification des pays, la plupart ne parviendront même pas à assurer un accès universel d'ici 2050 ;
- Les grosses installations industrielles de production d'électricité représentent plus

de 40 % des 23 milliards de tonnes de CO2 émis annuellement dans le monde. En substituant le gaz naturel au charbon comme combustible, on pourrait diviser par 2,5 les émissions de CO2 par unité d'énergie produite.

Il faudra trouver la stratégie pour remplacer progressivement les énergies fossiles riches en carbone par des énergies qui n'émettent pas ou émettent peu de CO2.

Il est alors urgent de discuter à LIMA également de comment contraindre les états à se détourner des politiques de production d'énergie fossile tout en encourageant des initiatives innovantes aux énergies renouvelables.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Florent Bahuaud, Simon Coquillaud, Clémence Delannoy, Pierre Emmanuel Julia, et Nicolas Szczepan.